Simon LANGLOIS, *Le Québec change. Chroniques sociologiques* & Simon LANGLOIS, *Refondations nationales au Canada et au Québec*

Jean-Pierre Beaud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/5438>
DOI : 10.4000/ress.5438
ISBN : 1663-4446
ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2019
Pagination : 319-324
ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Jean-Pierre Beaud, « Simon LANGLOIS, *Le Québec change. Chroniques sociologiques* & Simon LANGLOIS, *Refondations nationales au Canada et au Québec* », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], 57-2 | 2019, mis en ligne le 20 décembre 2019, consulté le 01 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ress/5438> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ress.5438>

Ce document a été généré automatiquement le 1 décembre 2020.

© Librairie Droz

Simon LANGLOIS, *Le Québec change*. *Chroniques sociologiques* & Simon LANGLOIS, *Refondations nationales au* *Canada et au Québec*

Jean-Pierre Beaud

RÉFÉRENCE

Simon LANGLOIS, 2016, *Le Québec change. Chroniques sociologiques*, Montréal, Del Busso Éditeur, 306 p.

Simon LANGLOIS, 2018, *Refondations nationales au Canada et au Québec*, Québec, Les Éditions du Septentrion, 312 p.

- 1 La démolinguistique est une des spécialités québécoises. Depuis 1871, l'autorité chargée des recensements collecte de nombreuses informations sur le pays de naissance, l'origine ethnique et culturelle, la langue maternelle, la connaissance des langues officielles, etc. La combinaison des diverses données a permis de mesurer avec une assez grande précision des phénomènes tels que l'assimilation, l'abandon de la langue maternelle, les transferts linguistiques. Pour les démographes et sociologues canadiens et surtout pour ceux du Québec souvent inquiets de l'avenir du fait français en Amérique du Nord, un tel arsenal de questions et de réponses, qui n'a pas d'équivalent dans le monde, est le gage d'analyses particulièrement précises. Un peu avant le recensement de 1991, toutefois, une campagne conservatrice avec le slogan *Call me Canadian!* a eu pour effet de dénaturer la question des origines, celle qui était en amont de toutes les questions sur la langue. Depuis toujours, les statisticiens canadiens s'opposaient à ce que la réponse « canadien » fût donnée à la question sur l'origine. Pour eux, « canadien » fait référence à la citoyenneté mais pas à une origine. Le bureau canadien fournit donc des possibilités de réponse comme « française », « écossaise », « irlandaise », etc., mais pas la réponse « canadienne ». Bien sûr, comme pour toute

nomenclature de ce type, figure aussi une réponse « autre ». Si lors d'un recensement une certaine réponse « autre » est choisie par un nombre suffisant de recensés, le bureau la présente alors explicitement lors du recensement suivant. En 1991, du fait de cette campagne, la réponse « autre : canadien » est arrivée quatrième, après « française », « anglaise » et « allemande » ; depuis, cette réponse, présentée explicitement dans les recensements ultérieurs, est devenue la plus populaire au Québec, comme ailleurs au Canada. Des hypothèses ont été proposées pour expliquer cet engouement qui se fait au détriment des réponses traditionnelles, à savoir « française » et « anglaise » : l'éloignement de plus en plus net pour les gens d'origines française et anglaise de la venue des ancêtres sur le territoire canadien, mais aussi le fait que le terme « canadien » ferait référence, dans certaines régions, aux habitants d'origine française qui, au XIX^e siècle, se définissaient comme des Canadiens par opposition aux Anglais ; etc.

- 2 Ce long exemple montre que l'identification est un processus complexe qui fait intervenir des histoires de groupes, d'individus, des référents historiques collectifs ou familiaux, des choix personnels qui s'entremêlent. En permettant la référence d'abord au premier ancêtre masculin ayant mis pied à terre au Canada, puis aux divers ancêtres, en autorisant les réponses multiples, et enfin en acceptant contre son gré l'identification à une origine canadienne, le bureau statistique canadien (Statistique Canada) a offert un terrain à l'expression de la diversité et a fait du recensement un moment plébiscitaire. La mosaïque de groupes, de communautés, de nations que révèlent les réponses à la question sur les origines ethniques et culturelles est en quelque sorte la traduction statistique de ce qu'on appelle le multiculturalisme. Le dualisme français-anglais qui transparaissait encore à travers les recensements plus anciens a vécu. Pour reprendre un lieu commun du constructivisme, la nomenclature des origines et les résultats qui s'y inscrivent ont aussi pour effet de contribuer à faire exister ce multiculturalisme. Les groupes ainsi définis ne sont pas insensibles au classement qui ressort de l'exercice du recensement : ainsi, en 2016, le bureau décida de ne plus indiquer la modalité de réponse « juif » pour la question sur les origines du fait de sa relative faible occurrence en 2011. Selon Statistique Canada, cela s'est traduit par une baisse de près de 50 % du nombre de répondants choisissant malgré tout cette réponse dans la catégorie « autre », au point que le bureau vient tout juste d'annoncer qu'il allait procéder à une modification de la question.
- 3 Pour comprendre comment on en est arrivé là, dans un pays, le Canada, que tout le monde ou presque pose comme idéal de tolérance, mais qui, bien sûr, peut aussi servir de repoussoir, tant il incarne ce multiculturalisme ou ce communautarisme honnis par bien des Français, deux lectures s'imposent : d'abord, pour fixer le cadre morphologique au sein duquel s'inscrivent ces processus d'identification, du moins au Québec, la série de chroniques sociologiques que Simon Langlois a rassemblées dans *Le Québec change*. Se réclamant de Tocqueville, de Weber, de Durkheim et de Boudon, pratiquant une sociologie qui reconnaît « un rôle actif à l'être humain » (p. 13), Langlois montre, en s'appuyant sur les données de recherches diverses, comment le Québec a évolué entre 1971 et 2016 et d'abord du point de vue de la stratification sociale. Pour Langlois, c'est sur ce plan que les changements ont été les plus significatifs. Les courtes analyses publiées dans le magazine *Contact* de son université d'attache sont claires, précises, écrites, à dessein, dans un langage simple. Elles brossent le portrait d'une

société qui a connu d'importantes transformations en l'espace d'un peu moins d'un demi-siècle dans la foulée de ce qui fut appelé la « Révolution tranquille ».

- 4 Pour reprendre les termes mêmes de Langlois, ce qui frappe d'abord, c'est la « mutation de la condition féminine » (p. 16) et l'émergence d'une classe moyenne qui, certes, vit depuis un certain temps des heures difficiles, mais qui s'en tire toutefois mieux que dans bien d'autres pays. Les deux aspects de la nouvelle réalité québécoise sont d'ailleurs assez étroitement reliés dans la mesure où « les femmes ont [...] complètement modifié le paysage de la stratification sociale au Québec » (p. 26). La place des femmes dans la société québécoise est étudiée selon plusieurs angles et en faisant appel aux acquis de la sociologie. Ainsi, Langlois montre bien que les systèmes d'action peuvent entrer en contradiction, comme celui de la grande entreprise et celui de la vie de couple (p. 37), que cela touche d'abord les femmes qui peuvent y voir à l'œuvre le prétendu « plafond de verre » (p. 122), mais que cela pourrait toucher aussi de plus en plus les hommes. Résistant à toute explication *ad hoc*, s'appuyant sur un nombre considérable d'études sociologiques sérieuses, convoquant les principes d'analyse les plus éprouvés et en particulier ceux tirés de Tocqueville, Langlois montre ainsi que, si comme dans la plupart des pays d'Occident la classe ouvrière voit son importance relative diminuer, ce qui a changé, c'est surtout sa composition (p. 71), que le sexe y reste une variable importante, l'arrivée plus tardive des femmes sur le marché du travail les conduisant à être peu représentées dans le groupe ouvrier (p. 79), etc. Une des grandes questions fouillées par Langlois dans ces courtes chroniques tourne autour des inégalités que les sciences sociales posent comme le problème majeur de notre époque. De façon générale, il ressort que le Québec est moins inégalitaire que le reste du Canada (p. 180) qui, par ailleurs, est un pays relativement peu inégalitaire (en particulier si on le compare au voisin du Sud, les États-Unis). Langlois montre aussi le rôle significatif de l'État dans la réduction des inégalités du fait de l'impôt et des politiques de redistribution. Il est vrai que ces inégalités ont augmenté dans les dernières années, que « l'État parvient plus difficilement qu'autrefois à contrer les forces du marché et les conséquences de l'action des acteurs sociaux » (p. 210), mais cela ne signifie pas pour autant que la pauvreté a suivi la même évolution. Nous ne sommes pas dans un jeu à somme nulle : les gains des plus riches n'impliquent pas des pertes pour les plus pauvres (p. 110). Il reste que les perceptions et les valeurs, bien sûr, ne sont pas sans importance et que, malgré les bons « scores » du Québec en matière d'inégalités, « un certain nombre d'individus ont [...] des raisons de penser que la distribution des revenus pose problème au Québec, évaluée du point de vue de leur situation personnelle » (p. 181). Par ailleurs, au Québec comme en France, des enquêtes ont montré « que les individus accordent la priorité à ce qui leur apparaît juste plutôt qu'à ce qui leur paraît être le bien » (p. 132 et p. 137-153). Langlois accorde une grande importance aux données de ces enquêtes car elles permettent de comprendre comment les citoyens se positionnent relativement à certains problèmes de société. Il y a toutefois des différences entre le Québec et la France puisque dans le premier pays, une forte majorité de citoyens posent leur société comme juste, alors que le résultat est bien différent en France (p. 143-144). L'État, au Québec comme un peu partout en Occident, est aux prises avec des choix budgétaires difficiles : pour Langlois, nous sommes entrés dans une « société à somme nulle » où « ce qui sera donné à l'un devra être refusé à l'autre » (p. 213-214). On le voit, le recours à la théorie des jeux et à la distinction entre jeux à somme nulle (les finances de l'État) et jeux à somme non nulle (inégalités et pauvreté) doit toujours se faire en fonction du contexte de l'action.

- 5 Langlois termine sa série par quelques chroniques sur le fait français au Québec. C'est précisément cet axe qui est au centre de son autre étude, plus large puisqu'elle englobe le Canada, et consacrée non à la morphologie mais aux représentations, *Refondations nationales au Canada et au Québec*. Cette deuxième lecture, qui complète la première, sera d'une grande utilité pour un public non canadien. Le Canada est officiellement un pays bilingue. Le français et l'anglais, les langues de ceux que l'on appelait autrefois les deux peuples fondateurs (mais l'expression n'est plus de mise), sont les langues de l'administration fédérale. Contrairement à ce que l'on peut penser à l'extérieur du Canada, dans les faits le bilinguisme est une réalité dans la seule région de Montréal et là où se trouvent les communautés de langue française à l'extérieur du Québec. Les réunions professionnelles à un niveau national canadien ont de bonnes chances, malgré une réelle volonté de faire autrement dans le secteur public, de glisser vite vers l'anglais, tout simplement parce que, à un niveau supérieur de direction, quasiment tous les francophones sont bilingues ce qui est loin d'être le cas pour les anglophones. Dans leur grande majorité, les universitaires canadiens de langue anglaise en dehors du Québec ont, aujourd'hui, une connaissance modérée ou faible, voire nulle, du français ce qui pose un problème lorsqu'il s'agit, par exemple, de constituer un comité pour le financement de la recherche : le bassin d'anglophones bilingues ou se présentant comme tels étant limité, ce sont souvent les mêmes personnes que l'on sollicite. En conséquence, l'on peut dire que le bilinguisme joue surtout dans un sens. Quant au biculturalisme, il est largement supplanté par le multiculturalisme (p. 58 et suiv. et p. 117 et suiv.).
- 6 Le Québec change, on l'a vu ; le Canada également. Toujours armé des thèses de Tocqueville, dont il présente le court séjour de 1831 au Bas-Canada (qui deviendra le Québec), Langlois montre comment depuis le milieu du ^{xx}^e siècle, le Canada et le Québec se sont profondément transformés. Même si « les nations conservent les “traces de leur fondation”, comme l'avait bien observé Alexis de Tocqueville » (p. 11), les changements morphologiques, occasionnés, entre autres, par l'immigration, ont conduit à la réinterprétation et à la redéfinition des nations canadienne et québécoise (Langlois se réfère ici à Charles Taylor, voir p. 11) : on parlera alors donc d'une refondation. En changeant, le contexte détermine bien l'existence de nouvelles occasions, « mais non le comportement même des individus, lequel est l'effet de motivations et de raisons » (Boudon, cité par Langlois, p. 31). Les référents théoriques et analytiques de Langlois restent donc identiques, on le voit, même si l'on passe de ce qui peut apparaître très solide, la morphologie, à ce qui peut sembler plus évanescent ou insaisissable, les représentations. Les référents restent les mêmes, à la différence que Fernand Dumont, un autre sociologue de l'Université Laval, occupe cette fois une place importante dans le propos de Langlois. Peu connu à l'extérieur du Québec, il est l'auteur d'une œuvre riche, parfois complexe et difficile à saisir (c'est mon point de vue), parfois datée (c'est le point de vue de Langlois) portant sur le Québec et la nation. Pour le lecteur non québécois, *Refondations* offre donc un accès à une pensée qui, certes, admet ses limites du fait de son ancrage dans un état antérieur du Québec (comme l'écrit Jean-Philippe Warren, « [Fernand Dumont] a assumé jusqu'au bout son époque », cité par Langlois, p. 168), mais qui offre aussi un point de vue original sur la nation (p. 168-180).
- 7 La refondation du Canada et celle du Québec se sont faites selon des voies divergentes. L'identité canadienne-française traditionnelle, qui se définissait dans une relation de

différence et même de complémentarité avec une identité canadienne-anglaise, « prenait place dans tout le Canada, y compris la Nouvelle-Angleterre et partout où se retrouvaient des Canadiens français de la diaspora réunis autour du clocher de leur paroisse » (p. 128). Mais les États généraux du Canada français de 1967 vont enregistrer la rupture entre un Québec français en pleine Révolution tranquille et les francophones hors Québec (p. 129) qui constitueront progressivement des communautés spécifiques au sein d'un Canada de plus en plus multiculturel. Le Québec, travaillé par des mouvements de nature morphologique comme la baisse radicale de la natalité ou une immigration plus diversifiée et par des mouvements de nature politique comme la montée du nationalisme et de l'indépendantisme, va glisser peu à peu, du moins dans les milieux nationalistes, vers une conception de l'identité appuyée sur l'idée d'interculturalisme qui « se distingue du multiculturalisme par la reconnaissance d'une majorité nationale, ouverte à l'intégration des immigrants » et par « l'importance de la langue commune, le français, dans l'espace public » (p. 156). Les deux mouvements vont toutefois jouer en sens inverse et expliquent la baisse continue de l'appui à l'idée d'indépendance que les succès mêmes des gouvernements souverainistes vont d'ailleurs amplifier selon une logique paradoxale : un gouvernement indépendantiste qui fait un bon travail, ne prouve-t-il pas aux yeux de certains électeurs que le fait français au Québec peut prospérer malgré tout dans un Canada multiculturel ?

- 8 Les deux livres dont il vient d'être question sont d'une grande richesse et en rendre compte en si peu de lignes est bien sûr réducteur. Langlois est probablement l'un des rares sociologues québécois à jouer si habilement sur deux tableaux. Il est d'abord un fin analyste des transformations morphologiques des sociétés et il s'appuie pour cela sur les enquêtes les plus sérieuses, celles de Statistique Canada par exemple. Mais il est aussi, comme on a essayé de le montrer, un fin analyste des systèmes de représentation. En ces temps où le relativisme culturel fleurit un peu partout, les travaux de Langlois sont rafraîchissants. Constamment, Langlois reprend son bâton de comparativiste : c'est par une comparaison systématique à travers le temps et l'espace que quelque chose de solide, de tangible, peut apparaître. Langlois ne baisse pas les bras tant que les ressources théoriques et méthodologiques d'une sociologie sérieuse n'ont pas été épuisées. On lui en saura gré.

AUTEURS

JEAN-PIERRE BEAUD

Université du Québec à Montréal, Département de Science politique